

BLAGNAC

QUESTIONS D'HISTOIRE

Revue d'Histoire Locale - Semestriel n°3

*Edité par l'Association pour l'Etude et la Présentation de l'Histoire de la Résistance et de Blagnac
Siège Social - 7, rue Bacquié Fonade - 31700 BLAGNAC*

ASPECTS DE LA CONTRE-REVOLUTION A BLAGNAC ET EN MIDI-PYRENEES, EN RELATION AVEC LES EVENEMENTS NATIONAUX.

(suite du 1^{er} article publié dans le n°2 de la revue)

L'AFFAIRE DES CAMPS DE JALES (1790 à 1792)

Le 18 août 1790, à Jalès, en Ardèche, 20 à 25 mille gardes nationaux du Gard, de la Lozère et de l'Ardèche, forment (légalement) un camp fédéraliste. Ce qui est illégal, c'est que le comité de Nobles dirigeant le camp rédige un "Manifeste" tenant pour nulle l'oeuvre de l'Assemblée Nationale et notamment sa rédaction d'une Constitution. Sont dénoncés comme "criminels de lèse-majesté" les députés de l'Assemblée. Les rédacteurs du "Manifeste" sont le comte d'Antraigues, député du Vivarais aux Etats Généraux, auteur d'un pamphlet en 1788 contre la réunion des Etats, et d'autre part Laurent de Palarin, seigneur de Castelnau D'Estretfonds. Le libellé monarchiste est imprimé par De Malbosc, maire local, mais aussi avocat au Parlement de Toulouse. On se retrouve donc en famille.

Le Comte d'Antraigues, "deus ex machina" de ce mouvement pré-insurrectionnel, était en liaison directe avec le comte de Provence, futur Louis XVIII et les émigrés de Turin. Le Vivarais n'est pas la seule région où les monarchistes comptent lever des troupes : l'Ariège peut aussi présenter une base contre-révolutionnaire commode. En Espagne toute proche, facile d'accès pendant l'été, règne un Bourbon, Charles IV : elle est terre d'émigration. Les émigrés se réunissent dans la localité de Mataro, et s'occupent à rassembler les armes.

Ce premier camp de Jalès avorta d'une insurrection que ses chefs prévoient pour l'été 1791 : il fut dispersé par des gardes nationaux républicains, que fournirent principalement les régions huguenotes voisines. L'Italie trouva indésirables les émigrés français, qui durent passer en Suisse, puis en Allemagne du sud, à Coblenche. En Ariège, de faibles mouvements insurrectionnels, avec mort d'hommes, se limitèrent à la région de Pamiers : son maire, Darmaing, se découvrit à cette occasion comme contre-révolutionnaire, se signalant ainsi à l'attention de Vadier, député à l'Assemblée Nationale pour le canton de Foix, et créateur du département de l'Ariège. A la fin de l'année 1791, du 13 au 21 novembre, de nouveaux troubles éclatent à Pamiers, nécessitant l'intervention de l'armée, qui

occupe la ville. Au même moment, un comité monarchiste insurrectionnel se réunit en Vivarais chez le toulousain De Malbosc. Le comte de Saillans prend le titre de "Général des frères du Roi". Outre l'Ardèche, le Gard et la Lozère, la conspiration vise à soulever aussi l'Hérault, ainsi que l'Ariège, où un délégué, le marquis de Binos, est envoyé pour recruter et armer des troupes.

A la tribune de l'Assemblée, le 23 juillet, Vadier avait bien dénoncé, mais en vain, les intrigues séditeuses des Prêtres réfractaires dans son département. Il est probable en effet, que ceux-ci donnèrent la main aux nobles émigrés, qui faisaient l'aller et retour, de part et d'autre de la frontière, pour préparer l'insurrection prochaine.

En février 1792, un nouveau camp de Jalès, ouvertement insurrectionnel, est formé. En Ariège, dès le 26 janvier, des incidents s'étaient encore produits à Pamiers, alors que les 3 premiers bataillons de volontaires récemment formés, se portant vers Toulouse, campaient à proximité de la ville. Vadier se rend à Toulouse au club des Jacobins où il expose les dangers de la contre-révolution en Ariège. Il obtient l'envoi à Pamiers d'un détachement du régiment de Cambresis (7 mai 1792).

Cependant, un bataillon des volontaires de l'Ariège, et un bataillon des volontaires de la Haute-Garonne, placés à Toulouse sous le commandement du lieutenant-colonel Dupuy (le futur général, fils de boulanger), en route vers la frontière italienne, est détourné à Nîmes pour soumettre les insurgés de Jalès. Les volontaires prennent brillamment d'assaut le château de la Banne, siège de l'état-major royaliste. Le comte de Saillans est massacré par la population, et De Binos est arrêté : on trouve dans ses poches le plan de soulèvement de l'Ariège. De Malbosc également arrêté est retrouvé mort au bord du Rhône, près de Pont-St-Esprit (juillet 1792).

Des débris de l'armée royale se réfugient en Ariège, où on les retrouvera au cours de l'agitation de 1793. Vadier provoque une enquête sur les complicités ariégeoises de l'insurrection. Le maire de Pamiers, Darmaing, est traduit devant les tribunaux : au départ du régiment du Cambresis, les contre-révolutionnaires de la ville s'étaient emparé d'un dépôt d'armes.

LA RESISTANCE PAYSANNE A LA REVOLUTION (1792)

L'agitation royaliste de 1792, où le rôle du toulousain et "Parlementaire" De Malbosc avait été loin d'être négligeable, trouva dans la région toulousaine, outre la proche Ariège, des traductions évidentes. En février et Mars, des mouvements paysans du type "Jacquerie" se produisent de façon contradictoire. Le 1^{er} bataillon de volontaires de la Haute-Garonne, avant son intervention à Jalès, doit s'occuper de rétablir l'ordre au voisinage de Blagnac, dans le district de Grenade (avril 92). La ville de Muret, dont le rôle contre-révolutionnaire apparaîtra pleinement lors de l'insurrection de l'an VII, est un "repaire" de royalistes et de prêtres réfractaires. Sa municipalité est suspendue, mais sans effet. Deux cents volontaires et gardes nationaux de Toulouse vont l'occuper et mettre le décret en application.

C'est à cette époque que les populations des campagnes, au début favorables à la Révolution, entrent en dissidence plus ou moins larvée. Elles vont fournir à la noblesse les troupes que celle-ci s'efforce de lever pour les insurrections monarchistes.

On expliquera ce fait, d'abord par des raisons économiques : ceux qui achètent les biens nationaux sont des bourgeois, et les paysans n'en profitent pas. La guerre étrangère provoque des réquisitions de vivres, évidemment mal reçues. On distingue aussi des raisons socio-politiques : les campagnes toulousaines et le "plat pays" ariégeois sont des régions de métayage, où le paysan, isolé dans sa famille, est soumis aux hobereaux et aux curés. C'est un fait, constaté depuis l'institution du droit de vote, et qui se retrouve à l'époque moderne, que ces paysans votent comme leur propriétaire, et suivant les conseils du curé. Ainsi les paysans sont appelés à faire front avec leurs nobles contre les bourgeois : ces derniers sont, par contre, républicains, et la Révolution doit assurer leur prédominance en tant que classe.

Nous avons évoqué l'action des prêtres. Des curés campagnards ont été, au début, en 1789, favorables comme leurs ouailles, aux réformes révolutionnaires. Tout change avec la suppression de la dîme, la nationalisation des biens ecclésiastiques, l'institution de la liberté des cultes (fin du monopole catholique), et la Constitution Civile du Clergé (12 juillet 1790) : celle-ci a pour effet de diminuer le nombre des diocèses, et de placer la religion et ses ministres à un rang subordonné. On peut citer un "mandement" de l'évêque de Tréguier, en Bretagne : "l'Eglise tombe dans l'avis-

sement et la servitude, ses ministres sont menacés d'être réduits à la situation de commis appointés".

La suppression de la dîme, évoquée ci-dessus, dut porter un coup sensible aux ressources du clergé : à Blagnac, le "décimateur" était le chapitre de Saint-Sernin, et le curé local recevait le quart du produit. Quel usage en faisaient-ils ? Une délibération de la municipalité de Blagnac, en date du 8 février 1782, est très révélatrice à cet égard : "Le vénérable chapitre de Saint-Sernin, décimateur, ne donne que 30 livres au prédicateur de l'avent et du carême, ce qui fait qu'on n'en a point, ou qu'on obtient des prédicateurs infirmes ou débutants, qui s'en tirent fort mal ou qu'on n'entend pas. D'un autre côté, le dit Chapitre se borne à envoyer tous les ans, au curé de Blagnac, une somme de 30 livres pour les besoins des pauvres, fort nombreux dans la localité, surtout les pauvres honteux qui mourraient de faim dans leur maison, si des personnes charitables ne venaient à leur aide. Cependant le chapitre n'ignore pas que, d'après les règlements, droits et usages du lieu, 1/3 de son revenu doit être consacré aux pauvres et un autre tiers à l'entretien des autels, ornements, vases sacrés, bougies et huile pour les lampes de l'église, tandis qu'il emploie souvent à cet usage le revenu des pièces de terre données à la table de l'oeuvre de Notre-Dame, lorsque selon la volonté des donateurs ce revenu devait être distribué aux pauvres (...) ; ce Chapitre se permet même, depuis quelques années, de lever la dîme sur tous les foins, fourrages et pailles récoltés dans la localité, au lieu de les laisser pour l'entretien des bestiaux qui, bien nourris, feraient plus de fumier et de meilleure qualité, tandis qu'ils meurent de misère ou se traînent exténués (...). Les agents dudit chapitre choisissent les meilleures et plus belles gerbes, au lieu de les prendre comme elles viennent. Cette manière d'agir, cette parcimonie cruelle est d'autant plus blâmable que le Chapitre de Saint-Sernin retire de la communauté un revenu annuel de onze à douze mille livres".

Pour juger de l'importance de cette somme, on notera que les dépenses de la communauté, portées au budget de la même année s'élèvent à un montant du même ordre, et même sensiblement inférieur, à savoir 8 294 livres.

Rien d'étonnant à ce que, 7 années plus tard, rien n'ayant changé, il est demandé au dernier article du "Cahier de doléances" : "d'établir un bureau de charité... et de doter ce bureau d'un sixième de la dîme, afin de salarier un médecin des pauvres et un maître d'école". Et il est rappelé que : "Les décimateurs, à qui on donne la dîme pour leur subsistance per-

sonnelle, pour celle des pauvres et pour les ornements et autres besoins de l'église, ont négligé de secourir les pauvres, le curé rejetant cette obligation sur les gros décimateurs et les gros décimateurs sur les curés, ce qui laisse les pauvres malades sans aucun secours, dans les plus urgents besoins”.

C'est pourtant 3 ou 4 ans après ces doléances anti-cléricales que certains habitants de Blagnac, commune à caractère rural, et nombre de paysans de ses environs, commenceront à se soulever au profit des prêtres “réfractaires” et de la noblesse. La proximité d'une bourgeoisie toulousaine révolutionnaire atténuera cependant cette tendance et le centre du bourg demeurera majoritairement “patriote”.

Aux raisons invoquées pour la résistance des paysans, s'ajoutera dès 1792, année où se forment les bataillons de volontaires, l'impopularité de la conscription, laquelle entraîne pour suppléer au manque de soldats, une reprise du “tirage au sort”, plaie de l'ancien régime, provisoirement abolie. Or Toulouse et sa région deviennent la base arrière de l'armée des Pyrénées, bientôt engagée contre l'Espagne, dont l'état-major s'installe au château du Mirail. La Convention décrètera la levée de 100 000 hommes dans les départements du Midi Pyrénéen, pour pallier les premiers revers militaires, en même temps que se forment des “Comités de surveillance” des menées contre-révolutionnaires et pour prévenir les désertions militaires. De véritables insurrections contre la conscription vont avoir lieu en 1793, en liaison avec le “mouvement fédéraliste”.

LE MOUVEMENT FEDERALISTE (1793)

Peu après l'écrasement de l'insurrection du Vivarais et les tentatives avortées dans l'Ariège et la Haute-Garonne, la victoire inattendue des troupes républicaines à Valmy, le 20 septembre 1792, a mis pour un temps un frein aux visées monarchistes.

Ce n'est pas pour autant que le comte d'Antraigues a renoncé à ses activités. Il s'est attaché à constituer en France un réseau d'espionnage, au profit des “Princes”, de l'Angleterre et de l'Autriche. A Paris, le réseau s'appelle “La Manufacture”. Le milieu des juristes de Toulouse et de Montpellier est un vivier où d'Antraigues recrute ses agents. Parmi eux, Reboul, né à Pézenas en 1763. Député de L'Hérault à la Législative, retiré ensuite à Toulouse (émigrera pendant la Terreur à Barcelone puis à Gênes, avant de s'infiltrer dans l'administration de l'armée d'Italie);

Gamon, qui fit son droit à Toulouse avant d'être avocat au Parlement de la ville. Député suppléant à la Législative en 1791, pour l'Ardèche, il est élu à la Convention, où il siège à droite (il émigrera en Suisse après l'échec du mouvement dont nous allons parler, où il s'est abondamment compromis). Il reviendra en France après Thermidor pour réintégrer la Convention. Impliqué dans l'insurrection royaliste du 13 Vendémiaire, il restera cependant député aux Cinq Cents pour le Vivarais, et finira sa carrière sous l'Empire, comme président de la cour d'appel de Nîmes.

L'exécution du roi le 21 janvier 1793, puis la mise hors la loi des Girondins par les Montagnards (31 mai - 2 juin) déclenchent des insurrections, cette fois assez sérieuses et étendues pour mettre la patrie et la révolution en danger. Les républicains “modérés” s'opposant à la Convention centralisatrice vont être rapidement débordés par les monarchistes dont on a pu apprécier l'organisation déjà ancienne et structurée.

Le décret de la Convention du 24 février 1793 levant 300 000 volontaires et la déclaration de guerre à l'Espagne le 7 mars mettent dans le Midi Pyrénéen le feu aux poudres. Les royalistes toulousains exhortent par tracts les citoyens de toute la région “à se dérober à la boucherie où on veut les entraîner”. Le 20 mars à Rodez, la foule refuse le tirage au sort. 800 hommes et des canons sont envoyés pour réprimer le mouvement. Il y a 18 morts et de nombreux blessés. 56 “volontaires” sont enrôlés, les cloches de la cathédrale sont amenées à Toulouse pour y être fondues en canons. Même résistance au tirage au sort à Moissac, Caylus, La Française. A Montauban, un dénommé Cladel organise une manifestation. Il est condamné à mort et exécuté le 11 mai sur la place publique. La population est terrorisée. A Toulouse, on note un certain enthousiasme jacobin pour la levée des volontaires, mais leur nombre reste insuffisant. Là aussi, il faut tirer au sort pour compléter.

La loi du maximum et les réquisitions destinées à soutenir l'effort de guerre sont mal acceptées, c'est peu dire, des paysans, qui refusent de vendre au tarif, ne veulent pas d'assignats, cachent leur récolte. Les troubles éclatent à Saint-Jory, Castelsarrasin, Muret.

En Ariège, dès la nouvelle de l'exécution du roi, les débris de l'armée royaliste de JALES, réfugiés après son échec en Vivarais, se reforment et s'agitent. Leurs communications avec **l'Espagne et l'Andorre** se font de plus en plus fréquentes. Trois citoyens, dont Vadier fils, se rendent à Toulouse au club des Jacobins, pour demander une intervention armée. Le département de la Haute-Garonne décide d'envoyer 10 000 hommes,

commandés par Baby, de Tarascon-sur-Ariège, député suppléant à la Convention (26 avril 1793). Sur protestation véhémement du Directoire de l'Ariège, la convention désavoue Toulouse (les Girondins sont toujours là) et donne l'ordre de dissoudre l'armée d'intervention. Baby refuse d'exécuter. Clauzel député (Montagnard) de l'Ariège désavoue Baby. Mais Vadier père qui sera nommé président du **Comité de Sûreté Nationale** après la chute des Girondins, fait disculper Baby et nomme une Commission aux fins de surveiller les contre-révolutionnaires de l'Ariège. Les représentants en missions Baudot et Chaudron-Rousseau dissolvent le **Directoire de l'Ariège** et font arrêter 1 400 contre-révolutionnaires, tant en Ariège qu'en Haute-Garonne.

Le 7 juin 1793, le "Comité de surveillance et de salut public" de Toulouse, à majorité girondine, dénonce à l'Assemblée l'action de Chabot, de Rodez, représentant en mission. Or celui-ci s'occupe justement de réduire un soulèvement royaliste en Lozère, dirigé par Charrier, ancien député à la Constituante. Charrier est pris et exécuté à Rodez, le 17 juillet.

A la demande de Marseille et de Bordeaux, villes gagnées à la "Gironde", le Comité Toulousain envisage de lever une armée pour marcher sur Paris. Mais Montauban se déclare pour les Montagnards (16 juin), et grâce à Jeanbon Saint-André, rallie les autorités toulousaines derrière la Convention. C'est alors le soutien accordé à Vadier. Le 29 juin, 5 "fédéralistes" sont arrêtés à Toulouse et transférés à Paris. En Haute-Garonne comme en Ariège et autres lieux, les autorités départementales et municipales sont épurées, les districts replacés dans la pure ligne républicaine. Mais les campagnes, dans leur for-intérieur, demeurent hostiles, et bientôt Toulouse apparaîtra comme bastion rouge au sein d'un désert blanc, dirigeant contre la réaction les troupes révolutionnaires qu'elle lève. Blagnac, rurale mais influencée par Toulouse, apparaît comme une ville charnière, où coexisteront royalistes et patriotes, ceux-ci le plus souvent majoritaires.

Une armée révolutionnaire du Lot, commandée par le jeune Viton (20 ans), intervient en Aveyron, attaquant les royalistes à Séverac Le Château (25 octobre). 46 insurgés sont arrêtés. "L'armée révolutionnaire de Haute-Garonne" doit intervenir à Grenade, proche de Blagnac, avec 173 hommes et 2 canons. Elle opère par la force la réquisition de 4 300 quintaux de grains. C'est elle encore qui occupe la région de Montaut, en limite de l'Ariège et de la Haute-Garonne, pour prévenir une insurrection royaliste, subodorée par Vadier.

L'armée des Pyrénées Orientales, qui couvre en fait également **l'Aude, la**

Haute-Garonne et l'Ariège après ses échecs initiaux et pour briser les désertions, forme deux divisions, qui se dotent chacune d'un tribunal révolutionnaire, siégeant l'un à Pamiers, l'autre à Narbonne. Elle ordonne des réquisitions sévères, pour les subsistances, les chevaux, le salpêtre, ce qui, on s'en doute, n'est pas du goût de tout le monde (les archives de la communauté de Blagnac en portent certaines traces).

Ainsi les tentatives d'insurrection liées au "Mouvement fédéraliste" furent-elles en définitive bloquées en Midi-Pyrénées. Mais on sait que les insurrections de Vendée (appuyée par l'Angleterre), de Provence (Toulon livrée aux flottes anglaise et espagnole) et de Lyon, furent un temps victorieuses, menaçant gravement la Convention : celle-ci réagit par la Terreur. Bordeaux, "girondine" comme son nom l'indique, alla aussi jusqu'à la lutte armée, mais ne put réaliser la jonction ni avec la Vendée, ni avec les mouvements de la région des campagnes toulousaines et ariégeoises : à ce sujet le verrou de Montauban, cité huguenote et patriote, joua un rôle non négligeable.

On sait comment l'action révolutionnaire de la Convention, des représentants du peuple en mission (à qui on reprochera des exactions répressives, que ce soit à Nantes ou à Lyon), et les victoires de l'armée des soldats de l'an 2, vinrent à bout de ces rébellions généralisées, mais mal coordonnées dans l'espace et dans le temps par un état-major monarchiste qui heureusement pour la République, n'avait rien appris, ni rien oublié. Toulon fut repris par Dugommier et un certain artilleur du nom de Bonaparte. Emmenés par le général Pérignon, né à Grenade sur Garonne, les 30 000 hommes de Midi-Pyrénées battirent 45 000 Espagnols à l'Escola, les rejetèrent sur Figueras et Rosas, et la paix fut signée le 22 juillet à Bale. Après quoi nos volontaires passèrent à l'armée d'Italie, où se distingua l'Ariégeois Clauzel, neveu du Conventionnel. Il devait plus tard devenir général, être condamné à mort par contumace par les Bourbons (1816), avant que la Révolution de 1830 ne le nomme Maréchal. Les vedettes de la contre-révolution dans notre région ne sauraient quand même éclipser nos gloires républicaines !

REACTION THERMIDORIENNE ET TERREUR BLANCHE (1794-1795)

La terreur jacobine, nous l'avons dit, n'a pas laissé de traces à Blagnac. Par contre Toulouse, où la contre-révolution s'était montrée active, fut touchée par 98 exécutions, dont 31 condamnations à mort à Toulouse même. Le 11 Messidor (29 juin 94) des fédéralistes de la Haute-Garonne, tels Dario, juge de Saint-Gaudens, Derrey, qui avait été maire de Toulouse, furent exécutés à Paris.

En ce qui concerne l'Ariège, base arrière, ainsi qu'on l'a vu, à proximité des émigrés d'Espagne, de la contre-révolution dans la région toulousaine, Vadier envoya à Paris 10 Apaméens et Fuxéens devant le Tribunal Révolutionnaire; ils passèrent à la guillotine. Une charretée de 60 personnes suivait, et Baby avait dressé une liste de 150 suspects, lorsque Robespierre et Saint-Just tombèrent eux-mêmes sous le couperet (10 Thermidor). Les prisons s'ouvrirent, et les Thermidoriens de gauche, tels Vadier et Babeuf, se réjouirent de la fin d'une dictature "bourgeoise", laquelle, très sévère envers la droite, n'avait pas épargné une gauche "sans-culotte", qu'avec le recul du temps on pourrait qualifier de "prolétarienne". Mais la réaction thermidorienne fut rapidement noyauté par les monarchistes, même si des républicains "modérés", Dantonistes, Girondins, dirigeaient encore la Convention. L'ancien "Montagnard" Clauzel mit son collègue ariégeois Vadier en accusation, tandis que Gaston, autre député d'Ariège à la Convention, en mission aux armées au moment même du 9 Thermidor, se levait à l'Assemblée, et s'écriait, menaçant Legendre de son gourdin : "Je jure par les 12 mille défenseurs de la patrie et les 4 millions de Patriotes qui sont liés sous tous les points de la République, que la contre-révolution ne se fera pas". Il eut beau, peu de temps après, tirer son sabre en pleine séance, cela n'empêcha pas la contre-révolution, sinon encore de réussir, du moins de tenir le haut du pavé ainsi que les campagnes.

Vadier, Billaud-Varenne, Collot D'herbois et Barère sont proscrits. Vadier parvient à s'évader et laissant croire qu'il a pu passer en Suisse, demeure en fait caché à Paris. Son fils, ainsi que Baby, sont arrêtés en Ariège et enfermés aux tours de Foix (tous trois bénéficieront de l'amnistie du 4 brumaire an IV, et nous les retrouverons à Toulouse).

Jusqu'à l'insurrection royaliste du 13 Vendémiaire à Paris (4 septembre 1795) où le général Bonaparte, avec ses canons, sauve la République,

s'instaure la "Terreur Blanche" laquelle d'après Louis Blanc "a dépassé en horreur les massacres de Septembre, les mitraillades de Lyon, les noyades de Carrier à Nantes". La majorité des historiens pensent que ce jugement est exagéré. Mais on doit aussi compter avec le voile pudique que la restauration de la monarchie, puis les majorités conservatrices et monarchistes ultérieures, ont jeté sur ces événements. Ce ne fut pas, comme sous la Terreur "rouge", vouée depuis Thermidor aux gémonies, qui à tout prendre ne dura que quelques mois, une épuration sur les arrières des armées patriotiques au combat, ou la répression d'une contre-révolution armée, liée aux armées étrangères, mais bien un long règlement de comptes sur près de deux ans, marqué d'assassinats individuels et de massacres.

Avec la loi du 20 Nivôse an III (10 janvier 95), rentrent une partie des émigrés, plus spécialement dans le Sud-Est de la France : la Terreur blanche y déferle. Par la loi du 3 Ventôse an III (21 février 95), due à Boissy D'Anglas, les prêtres réfractaires peuvent dans une certaine mesure revenir au plein jour. La loi du 5 Ventôse an 3 (23 février) de Merlin de Douai met en surveillance les Jacobins, accusés de "terrorisme", dans leur commune d'origine. Après l'échec des émeutes jacobines à Paris du 12 Germinal (1^{er} avril 95), les dits "terroristes" sont désarmés. Tous les émigrés rentrent en France, aristocrates et bourgeois, et ils récupèrent leurs biens.

Les arbres de la Liberté sont abattus, aux cris de "Vive le roi, vive la religion !". Les "Compagnies de Jehu" groupent les "muscadins", les "merveilleux", les "collets noirs". A Lyon, ce sont eux qui assassinent les "mathevons" à savoir les Jacobins. En Provence, se forment les "Compagnies du Soleil". Des listes noires, de gens à abattre, sont imprimées à Lausanne. A Lyon, du 4 mai au 24 juin, on massacre dans les prisons. On massacre aussi les prisonniers à Nîmes et à Aix-en-Provence, une ville-fief des royalistes. Les républicains de Toulon se révoltent, marchent sur Marseille, se heurtent aux "Compagnies du Soleil". 40 républicains meurent au combat, 47 sont exécutés. A Marseille, au fort Saint-Jean, on massacre les prisonniers (une centaine), ainsi qu'à Tarascon.

Les 1, 2 et 3 Prairial (20-22 mai 95), révolte jacobine à Paris ; les sans-culottes assiègent la Convention Thermidorienne. Ils sont battus par l'armée, et 30 mille républicains sont arrêtés dans l'ensemble du pays.

Prenant prétexte de la mort de Louis XVII au Temple, la **Vendée** se soulève à nouveau. Un débarquement avec l'aide des Anglais a lieu à Quiberon,

tandis qu'une tentative d'insurrection en liaison avec l'armée de Condé (dite "des princes") a lieu dans le **Jura** et à nouveau en **Vivarais**, dans le but de marcher de conserve sur Paris. Une armée républicaine commandée par Hoche parvient à battre les Vendéens (25 juin au 21 juillet). 748 insurgés furent fusillés, dont de nombreux officiers de marine de "La Royale". Dans une ultime tentative, le comte d'Artois (frère de Louis XVI et du comte de Provence, futur Louis XVIII) débarque à l'île d'Yeu tandis que les **Vendéens** attaquent à nouveau. Cela devait durer jusqu'en février-mars 1796 où Stofflet et Charette furent pris et exécutés.

Ces mouvements allaient de pair, courant 1795, avec une tentative de débauchage du général républicain (très tiède) Pichegru, dans laquelle on trouve encore et à nouveau un Toulousain, le comte de Montgaillard, né à Villefranche de Lauragais. Il avait fait ses études à l'École Royale militaire de Sorèze, près de la montagne Noire, qui recevait les boursiers du Roi, en compagnie du vicomte de Mac Carthy-Lévignac, officier à l'armée de Condé. Montgaillard, qui publiait à Neuchâtel de nombreux pamphlets royalistes, met en contact Pichegru et Condé (29 juin 95).

Louis XVIII donne son accord (19 juillet). Des entrevues entre agents des deux bords ont lieu, notamment le 20 août (cette affaire fut portée plus tard à la connaissance du Directoire par les papiers qui furent saisis sur le comte d'Antraigues, toujours lui, lors de son arrestation par Bonaparte avec l'armée d'Italie, en 1797, à Trieste : bizarrement, Bonaparte laissa d'Antraigues s'évader !).

Les échecs de Quiberon et du 13 Vendémiaire mirent fin à cette conjuration.

LA REACTION A L'ŒUVRE A BLAGNAC

Dans notre région, la Terreur Blanche fut loin d'atteindre les sommets provençaux. Les effets de la réaction thermidorienne n'en furent pas moins évidents, alors qu'un terrible hiver venait mettre la population à l'épreuve, avivant le mécontentement : 30 000 indigents sont recensés à Toulouse, les loups de la forêt de Bouconne viennent jusqu'à Lardenne et à Blagnac, où ils dévorent des moutons dans les prés communaux (le 18 janvier 1795, la ration de pain tombe à une demi-livre). La plupart des rues de Toulouse retrouvent leurs anciens noms, et le 7 février paraît le journal "l'Anti-terroriste". Le représentant en mission Laurence, succédant à Colombel qui tempérait la réaction, ouvre après l'échec des insurrec-

tions jacobines de Germinal une phase dure de la répression à l'encontre des révolutionnaires. Le nouvel échec des sans-culottes en Prairial, permet de désarmer et arrêter les terroristes toulousains, tel l'ancien maire Groussac (application du décret du 21 Germinal). Ils sont pourchassés par les "muscadins" de la jeunesse dorée. Les clubs sont fermés. Le 2 juin, le Département demande aux Communes d'intensifier la répression : les dénonciations affluent.

A Blagnac, les hommes de 93 sont insultés, menacés par les royalistes, qui les traitent de "brigands, pillards, terroristes, buveurs de sang". On cherche à attaquer dans leur honneur, en les accusant de concussion, les anciens officiers municipaux. Traduits devant le "Comité révolutionnaire de surveillance du canton de Blagnac", le 8 Pluviôse en 3, l'ancien maire Jean Hérisson et l'officier municipal Jean Miquel sont convaincus d'avoir gardé par devers eux un coupon d'étoffe. Miquel va chercher l'étoffe chez lui "dans une armoire, couverte d'une serviette attachée avec la même ficelle que quand on la lui avait remise, pour la garder jusqu'à ce qu'il serait requis de la rendre". Le comité, convaincu de sa bonne foi, prie Jean Miquel de conserver encore l'étoffe. Le citoyen Dabit, charpentier, accuse Jean Tirul, chef de l'atelier du Salpêtre (la récolte de salpêtre, pour faire de la poudre à canon, était une chose très importante, surveillée par les municipalités à la demande des autorités), d'avoir détourné 2 soliveaux et 400 clous de la chapelle Saint-Exupère. Le citoyen Bonnel témoigne de ce que Tirul se faisait faire une porte à l'atelier, par Jean Garric, et le citoyen Guillaume Laux confirme le fait. Las ! A l'audience publique, dénonciateur et témoins se rétractent et mettent en cause Cazeneuve, président du comité de surveillance, qui les a "forcés à dénoncer", et même écrit le texte de sa main, les intéressés ne sachant pas écrire.

Ainsi, si les nouveaux maîtres s'occupent à déconsidérer les anciens, ils rencontrent quand même dans le village la résistance jacobine. Preuve en est encore l'affaire de la fête pour l'anniversaire du 9 Thermidor : "On avait dressé sur la place de la Liberté, au centre du village, une estrade sur laquelle le buste du tyran devait être exposé à la vindicte publique, puis brisé. Mais au moment où la fête allait commencer, un groupe nombreux de citoyens déterminés se rue sur la place et enlève le buste, objet de la démonstration préparée. Une lutte violente s'engage entre les deux partis, et l'administration se voit forcée de renvoyer la fête et de faire évacuer la place, afin de rétablir l'ordre".

On voudra bien noter qu'à cette époque, la base arrière espagnole de la contre-révolution éprouva quelques ennuis, et peut-être verra-t-on là sa faiblesse relative dans notre région, par rapport à la Provence ; le roi Charles IV de Bourbon avait été victime d'une tentative d'empoisonnement par une tasse de chocolat. Il fit "vider" les étrangers au royaume et notamment les émigrés français, qui gagnèrent Genes et passèrent pour la plupart en Autriche, d'autres en Angleterre. Quelques-uns restèrent cachés en Espagne, au voisinage de la frontière, à Puycerda et au Val D'Aran, où nous les retrouverons, fomentant l'insurrection royaliste de l'an VII.

Cependant, la tentative royaliste à Paris du 13 Vendémiaire, bien que matée, effraya le Directoire, qui fit un brusque virage à gauche. Le 10 octobre 95, 5 jours après le 13 Vendémiaire, à la fin d'un procès longtemps retardé, les chefs jacobins ("terroristes toulousains") sont acquittés. L'"Anti-terroriste" est suspendu. En novembre, les élections municipales à Toulouse sont remportées par les Jacobins. Le club du même nom est réouvert.

Mais le jeu de bascule du Directoire entre la gauche et la droite va se poursuivre, au gré des événements...

Sera continué : suite et fin, avec le récit de l'insurrection royaliste de l'An VII, qui toucha Blagnac, dans le numéro suivant de la Revue.

La bibliographie sera donnée "in fine".

Henri-Robert Cazalé